

Union européenne

■ Effondrement du rouble en Russie, baisse du prix du pétrole, risque de déflation, possible arrivée au pouvoir en Grèce de la gauche radicale... Une nouvelle crise menace-t-elle l'Europe et le monde ? Au nom du think-tank Notre Europe, l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, Pascal Lamy et Antonio Vitorino plaident pour un renforcement de la construction européenne. Ils insistent sur l'urgence de ce sursaut. L'économiste Charles Wyplosz met en garde contre les risques d'une nouvelle crise au sein de la zone euro dont les dettes et les déficits restent trop importants. Pour lui, la France est le maillon faible qui pourrait provoquer cette rechute.

Lire aussi notre sondage **PAGE 6**



JACQUES DELORS, PASCAL LAMY ET ANTONIO VITORINO

Les anciens présidents de la Commission* et commissaires européens avancent des pistes au nom du think-tank Notre Europe* afin de répondre aux menaces et défis, tant économiques que sociaux et géopolitiques, qu'affronte notre Vieux Continent.

Donner un nouvel élan à l'UE, vite !

Les tensions suscitées par la crise Ukraine-Russie et le retour de l'incertitude politique en Grèce confirment que les autorités européennes désignées à la suite des élections de mai 2014 ont une responsabilité historique, sinon écrasante : face à la pression conjointe des euroceptiques et des europhobes, il leur incombe de donner d'urgence un nouvel élan à la construction européenne, critiquée comme rarement, mais toujours aussi nécessaire dans une mondialisation où l'Europe vieillit et rétrécit.

Ce nouvel élan, les Européens le trouveront d'abord en regardant le monde, bien davantage qu'ils ne l'ont fait pendant l'interminable et ravageuse crise de la zone euro. Vus de Pékin, de Brasilia ou de Bamako, nous sommes d'ores et déjà unis autour de la volonté de concilier efficacité économique, cohésion sociale et protection de l'environnement, dans un cadre pluraliste. Unissons-nous davantage pour promouvoir cette volonté commune, nos intérêts et nos valeurs dans un monde de moins en moins eurocentrique, grâce à des politiques commerciales et d'aide extérieure plus cohérentes, la création d'une véritable Union de l'énergie, ou

encore le patient renforcement de notre politique étrangère et de défense commune - car l'union fait la force ! Cette union - la a naturellement besoin du Royaume-Uni, si la majorité de ses citoyens souhaitent continuer à en faire partie - par l'union n'est pas une prison ! Elle s'étendra après 2020 à quelques autres pays voisins, essentiellement dans les Balkans - son urgence à court terme étant de progresser simultanément à 28 et dans le cadre de la zone euro, pour retrouver des niveaux de croissance et d'emplois restaurant son dynamisme interne comme sa crédibilité externe.

« Dépensons et investissons davantage ensemble, y compris en soutenant vigoureusement le plan proposé par la Commission Juncker, malgré ses limites, et en demandant aux États et aux acteurs privés de l'abonder plus massivement »

Donner un nouvel élan à l'UE suppose aussi de faire un meilleur usage des opportunités qu'elle offre comme espace d'échanges économiques et humains et comme puissance publique : même si les États restent maîtres des grands choix économiques, éducatifs et sociaux, la sortie de crise passe aussi par l'Europe ! Approfondissons le marché unique dans le domaine des services, de l'économie numérique, du marché des capitaux et des grandes infrastructures, afin de créer une croissance plus qualitative et davantage d'emplois, et sortons enfin de la concurrence mortifère en matière sociale et fiscale. Préservons et promouvons la libre circulation

des travailleurs et des personnes, dont dépendent des millions de postes de travail, dans le respect du principe de non-discrimination, en la complétant par une politique commune et solidaire de l'immigration. Dépensons et investissons davantage ensemble, y compris en soutenant vigoureusement le plan proposé par la Commission Juncker, malgré ses limites, et en demandant aux États et aux acteurs privés de l'abonder plus massivement. Agissons ensemble pour lutter contre le chômage des jeunes et éviter qu'une génération perdue ne se forme. Parachevons l'union économique et monétaire en respectant les grands

principes et règles qui la fondent, notamment s'agissant du contrôle de l'excès d'endettement (et non de l'endettement), et en la dotant de mécanismes politiques de légitimation et d'outils financiers de stabilisation et d'aide aux réformes, qui permettent d'éviter d'en revenir à l'Europe-FMI de ces dernières années.

Pour beaucoup d'Européens, bien au-delà des Grecs, cette « Europe-FMI » a été vécue comme une menace, parce qu'elle a été le vecteur d'une aide conditionnée à des réformes et coupes budgétaires douloureuses et injustes ; mais on oublie trop souvent qu'elle a eu le mérite d'organiser une solidarité entre les États, d'ailleurs parfois mise en cause. Donner un nouvel élan à la construction européenne, c'est également lui permettre d'apparaître non comme une menace, mais comme

une réponse aux menaces et défis qui nourrissent les peurs, tout en renforçant en réalité l'intérêt de s'unir : la confrontation avec Vladimir Poutine, entrée dans une phase décisive, et l'instabilité de nombreux pays voisins, qu'il faut soutenir dans leur combat (en Ukraine comme en Tunisie) ; l'existence de foyers terroristes au Sahel et au Proche-Orient ; les ravages de la finance folle et de l'optimisation fiscale incontrôlée ; les spectres de la déflation et de la désindustrialisation ; les risques liés au changement climatique et à la dépendance énergétique extérieure... Les nouveaux décideurs européens peuvent céder à la tentation aisée de limiter la production de normes sanitaires ou environnementales incompréhensibles et brocardées, dont la vertu technique est de fait souvent inférieure aux dégâts politiques qu'elles suscitent. Mais c'est en fine sur leur capacité à répondre efficacement aux principales menaces et défis qu'affrontent les Européens qu'ils seront aussi jugés au terme de leurs mandats.

L'aventure communautaire a été lancée il y a plus de soixante ans pour stimuler notre reconstruction et créer un espace de paix et de respect mutuel face à la division de l'Europe : elle doit plus que jamais démontrer sa double capacité à stimuler et à protéger les citoyens qu'elle a vocation de servir au cours des années décisives qui s'annoncent.

Mesdames et Messieurs les responsables de l'UE, il est minuit moins le quart ! * Voir la liste sur lefigaro.fr des signataires participant au Comité européen d'orientation 2014 de Notre Europe-Institut Jacques Delors.

Le vrai risque, c'est la France

Crise économique en Russie, effondrement du prix du pétrole, situation politique instable en Grèce, et voilà que revient l'inquiétude. Allons-nous à nouveau vers une grave crise ? C'est peu probable. Mais l'anxiété créée par la simultanéité d'événements spectaculaires nous rappelle que la crise n'est pas finie en Europe et qu'elle peut repartir. Et elle fait ressortir la fragilité croissante de la France.

L'affaiblissement de la Russie est impressionnant, mais pas surprenant. Les ventes de pétrole représentent la moitié des exportations russes. Avec la chute des prix, la perte est lourde pour une économie qui ne se portait déjà pas bien. L'embargo imposé pour riposter aux interventions militaires en Ukraine commence aussi à faire sentir ses effets. Très logiquement, le rouble chute. Il a perdu la moitié de sa valeur en quelques semaines, pas vraiment parce que les revenus du pétrole baissent, mais parce que les épargnants russes, avec à leur tête les riches oligarques (qui ont parqué depuis belle lurette le gros de leurs fortunes à l'étranger), sont inquiets. Le mécanisme de la boule de neige est habituel : une petite baisse du taux de change entraîne une petite sortie de capitaux, qui affaiblit la monnaie et encourage de nouvelles fuites, et le cycle continue en s'amplifiant. Mais si la Russie est à genoux,

elle a de quoi résister. Depuis une vingtaine d'années, elle a bénéficié des cours élevés du pétrole, du gaz et des autres matières premières qui, avec les ventes d'armes, représentent l'essentiel des exportations.

Le gouvernement, qui reçoit une part très rondelette de ces revenus, a vu son budget en excédent et sa dette a chuté. Les réserves de change restent conséquentes, malgré la récente hémorragie. Dans les mois qui viennent, la Russie ne va probablement pas s'effondrer, elle va plutôt connaître une vraie récession et l'inflation, déjà élevée à 9 %, va s'envoler. Le risque le plus sérieux est une désillusion à l'égard de Poutine, qui a assis sa popularité sur la prospérité offerte par les cours élevés du pétrole pendant son règne. Si son pouvoir se met à vaciller, sa meilleure chance de survie sera d'exalter encore plus le nationalisme qu'il exacerbe depuis longtemps. Il pourrait compter d'autres aventures militaires pour distraire le bon peuple. À défaut de fournir du pain, il offrirait le cirque, un cirque bien dangereux.

L'autre versant des affaires russes, c'est la baisse de la facture pétrolière pour les pays importateurs. L'Europe, le Japon et la Chine en seront les premiers bénéficiaires. Ce contre-choc pétrolier tombe à pic, au moment où leur croissance est en berne - relative dans le cas de la Chine qui se développe au rythme de 6 % par an. Dans ces pays, où les bonnes nouvelles économiques se sont faites très rares ces derniers temps, le ciel devrait s'éclaircir.

Mais la zone euro a besoin de plus que ça. Même avec un pétrole moins cher, la croissance ne sera pas euphorisante. Les politiques d'austérité n'ont pas fini leur travail de sape et ne vont pas être abandonnées. Au contraire, on pourrait bien voir la Commission européenne demander aux pays en déficit de profiter de la petite reprise qui s'annonce pour redoubler leurs efforts de réduction des déficits. À ce rythme,

« Une étincelle dans la zone euro suffira à déclencher une nouvelle crise. L'étincelle peut être provoquée par n'importe quel petit contretemps dans n'importe quel pays et s'étendre ensuite à d'autres pays »

le chômage ne va pas baisser, en tout cas pas suffisamment pour redonner du moral aux consommateurs et aux entreprises.

On ne répètera jamais assez : partout dans la zone euro, les dettes publiques ont augmenté depuis avant la crise. Si elles étaient alors assez élevées pour provoquer la crise, la situation est pire aujourd'hui. Même si les budgets s'améliorent, il faudra des décennies pour redescendre à un niveau confortable. Pendant ce temps, une étincelle suffira à déclencher une nouvelle crise. L'étincelle peut être provoquée par n'importe quel petit contretemps dans n'importe quel pays et s'étendre ensuite à d'autres pays. L'inquiétude vient, aujourd'hui encore,

de la Grèce où le parti anti-européen Syriza pourrait gagner des élections. À tort sans doute. Arriver en tête aux élections ne suffit pas à pouvoir former un gouvernement seul. Un gouvernement de coalition sera donc plus modéré que Syriza, qui a déjà mis beaucoup d'eau dans son vin.

Le vrai risque, c'est la France. Le gouvernement n'a pas les moyens politiques de faire l'indispensable

virage que le pays n'a jamais vraiment tenté depuis des décennies. À l'étranger, plus personne ne cherche à comprendre cette paralysie et les marchés financiers

sont de plus en plus inquiets, d'où la nouvelle dégradation de la note par l'agence Fitch. Que la croissance revienne, même timidement, et le gouvernement sera tenté de nier encore plus la réalité, les frondeurs fronderont, et l'opposition continuera de les aider à bloquer toute réforme, comme on le voit avec la très timide, mais fondamentalement saine loi Macron. Le maillon faible de l'Europe, c'est la France. Et si la France chute, l'effet sera global.

* Professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHED) à Genève et directeur du Centre international d'études monétaires et bancaires. Chroniqueur régulier du site Figarovox.

DESSINS DOBRITZ



CHARLES WYPLOSZ

L'économiste* estime que le gouvernement Valls n'a pas les moyens politiques de faire l'indispensable virage qui aurait dû être pris depuis fort longtemps.

JEAN-VINCENT PLACÉ

SÉNATEUR DE L'ESSONNE
PRÉSIDENT DU GROUPE ÉCOLOGISTE AU SÉNAT

JÉRÔME CHAPUIS - RTL
YVES THÉARD - LE FIGARO / ERIC REVEL - LCI

LE GRAND JURY

RTL LE FIGARO LCI

DIMANCHE 21 DÉCEMBRE - 18H30

RTL